

PLUSIEURS CHANTIERS DE TRAVAUX PUBLICS MIS À L'ARRÊT À CAUSE DE LEUR GRÈVE

Les travailleurs de l'EVSM ne décollèrent pas

Les travailleurs de l'Entreprise de viabilisation de Sidi Moussa (EVSM) poursuivent leur grève ouverte entamée le 3 janvier dernier. Les réponses formulées par la direction générale de cette entreprise au sujet de la plateforme de leurs revendications ne sont pas convaincantes, estiment-ils.

Ainsi, deux chantiers sont à l'arrêt, à savoir la RN 11 et la RN 26, et les effectifs des chantiers du Sud n'ont encore pas rejoint le mouvement de protestation.

La plateforme de revendications, dont nous détenons une copie, inclut une bonne dizaine de points. Le départ du directeur des moyens de réalisation et celui des études et de planification, le départ des retraités engagés dans l'entreprise, l'annulation des mutations vers les chantiers du Sud et des décisions de fin de contrat pour 42 travailleurs remerciés le 31 décembre dernier, la titularisation de 30 % des effectifs de l'entreprise – estimés à environ 1 400 travailleurs, tous contractuels – et le paiement des heures supplémentaire au lieu de l'indemnité forfaitaire sur la productivité (IFSP) appliquée actuellement (3 000 DA).

Les travailleurs estiment que les deux cadres visés «humiliant, terrorisent, licencient, réduisent les durées de contrat des travailleurs sans raison valable». Ils s'interrogent aussi sur le fait de recruter 140 nou-

veaux employés pour pourvoir les structures administratives et les chantiers nord et muter d'autres au Sud du moment que l'Entreprise «ne dispose pas de chantiers suffisants au nord pour contenir tout le personnel», comme avancé dans la réponse de la DG.

Ils accusent surtout la DG de saper toute tentative de renouveler la section syndicale de l'entreprise pour, ainsi, fuir la négociation et la signature de tout protocole protégeant les travailleurs.

La DG de l'entreprise pose, en effet, comme condition préalable à toute négociation l'installation d'une section syndicale. «La Direction générale a déjà discuté de la titularisation de 30 % des effectifs lors des négociations de la convention collective, et dans lesquels a été décidé de différer son traitement avec le syndicat une fois élu», peut-on lire dans la note du 5 janvier 2012, diffusé à l'intention des travailleurs de l'entreprise.

Or, dénoncent les travailleurs, la DG n'a saisi l'union territoriale de l'UGTA qu'à quelques jours de l'expiration



Photo : Samir Sid

des contrats des 42 travailleurs remerciés le 31 décembre dernier, une liste incluant des militants syndicalistes, justement pour retarder l'installation d'un bureau syndical. Sachant, ajoutent-ils, que les travailleurs ne disposent plus de section syndicale depuis 2007 et la décision de mettre fin aux contrats de ces 42 travailleurs, parmi eux figurent des éléments revendicatifs qui ont servi entre 14 et 28 ans, n'est autre qu'une énième manœuvre pour empêcher l'installation d'une section syndicale.

L'entreprise, a bénéficié d'un plan de charges et jouit d'une santé financière appréciable pour avoir contracté plusieurs marchés au Sud et disposent donc des moyens pour améliorer leurs situation, renchérisent les travailleurs qui menacent également d'élargir le mouvement aux chantiers du Sud.

«Ce n'est plus les années 90 où nous percevions nos salaires qu'une fois tous les six mois», soutiennent-ils.

R. N.

AÏN-TÉMOUCHENT

Évaluation des résultats scolaires du 1^{er} trimestre

Une journée d'étude portant sur l'évaluation et diagnostic des résultats scolaires du premier trimestre s'est tenue mercredi dernier au lycée de Sidi-Ben-Adda, à trois kilomètres du chef-lieu de wilaya.

La réunion a vu la présence du directeur de l'éducation, de l'inspecteur général de l'administration et des chefs des établissements des trois paliers.

La réunion s'est voulue un diagnostic des résultats scolaires des classes d'examen des trois paliers : la 5^e année pour le primaire, la 4^e AM pour le moyen et la 3^e AS pour le secondaire.

Le directeur de l'éducation de la wilaya ne s'est pas empêché de hausser le ton à l'encontre des chefs des établissements secon-

daires qui n'ont pas atteint un taux de réussite de 50% à l'image des lycées Bachir-Ibrahimi, Marni-Sandid, Saïm-Haddache, Abou-Dhar-Ghifari et autre Ibn-Haithem. Ces derniers avaient l'habitude d'obtenir de bons résultats par rapport aux autres lycées ; raison pour laquelle le premier responsable a demandé aux directeurs de ces établissements de faire de leur mieux pour améliorer les résultats lors des deux prochains trimestres conformément aux taux de réussite des

cinq dernières années au baccalauréat. Pour ce qui est des deux autres paliers (primaire et moyen), leurs résultats restent acceptables, voire meilleurs que ceux obtenus lors du premier trimestre de la saison scolaire précédente.

L'inspecteur général de l'administration nationale a tenu à remercier les présents pour les efforts consentis au profit de l'éducation tout en mettant en exergue la portée de cette journée d'étude en vue de diagnostiquer les résultats de ce premier trimestre et de préconiser les solutions envisageables pour l'obtention des meilleurs résultats possibles pour la fin de l'année

scolaire. Le directeur du centre de l'orientation scolaire a pour sa part brossé en détail tous les résultats du premier trimestre des trois paliers d'où il ressort que pour le cycle primaire, un taux de réussite de 93,51% a été obtenu pour une moyenne de 7,23/10, alors que les prévisions pour l'examen final, il est attendu un taux de 69%, un taux jugé très satisfaisant et qui peut faire classer la wilaya de Aïn-Témouchent parmi les meilleures à l'échelle nationale. Pour le moyen, un taux de réussite de 80,76% pour une moyenne de 12,20/20, ce qui égale le taux des prévisions des différents établissements qui tablent sur 78,56% au BEM. Pour le cycle secondaire, le taux de réussite obtenu 63,60% pour une moyenne de 09,98/20 est jugé quelque peu faible par rapport aux résultats obtenus au premier trimestre de l'année 2010/2011.

Cependant, tous les intervenants durant cette journée ont mis l'accent sur les efforts qui seront déployés par l'ensemble de la famille pédagogique (directeurs, professeurs, élèves) pour améliorer les taux de réussite pour les différents examens de l'année en cours, une façon de pérenniser les bons résultats que ne cesse la wilaya de Aïn-Témouchent de décrocher durant les cinq dernières années scolaires.

S. B.

163 locaux commerciaux fermés

Le bilan annuel établi par la direction du commerce et des prix (DCP) de la wilaya de Aïn-Témouchent fait état de 204 350 000 DA de défaut de facturation enregistrée par les brigades mixtes, à l'issue des opérations de contrôle durant l'année 2011.

Le même bilan révèle que 5 310 interventions ont été effectuées par le service du contrôle de la qualité et de la répression de fraude ; 1 074 infractions ont été sanctionnées par leur traduction devant la justice alors que 112 décisions de fermeture ont été prononcées à l'encontre des propriétaires de commerces pour non-respect des règles d'hygiène et défaut de registre du commerce.

Plusieurs échantillons de produits prélevés ont été envoyés au laboratoire pour des fins d'analyses. Pour ce qui est du service de contrôle des

pratiques commerciales, le bilan fait état de 4 678 interventions effectuées, avec 51 décisions de fermeture de locaux commerciaux pour défaut de registre du commerce et activité étrangère au registre du commerce. Le montant global généré pour défaut de facture s'élève à 204 350 000 DA, quant à la marchandise saisie sa valeur est estimée à 890 546 de DA.

Concernant la lutte contre les fraudeurs, le même bilan fait état que sur les 163 entreprises inscrites au niveau du Centre national de registre du commerce, 158 d'entre elles ont été verbalisées pour non-dépôt de comptes sociaux pour l'exercice 2010 conformément à l'article 11 de la loi 04-08 du 14/08/2004 ; les propriétaires de ces entreprises sont passibles d'une amende judiciaire allant de 30 000 à 300 000 DA.

S. B.

M'SILA 2 500 demandes de logement à Aïn-El-Melh

Les habitants de la commune de Aïn-El-Melh, située à 170 km au sud du chef-lieu de wilaya, ne cessent de réclamer d'élever le nombre de logements à construire en vue de répondre à une demande sans cesse croissante.

Un problème qui attise les mouvements de protestation enregistrés dans la wilaya.

La plupart concernent l'octroi d'un logement ou un emploi, la paie, la couverture sociale comme c'est le cas des vacataires du secteur de la santé, les travailleurs de Metanof (usine d'aluminium), les corps communs et les vacataires de la section de l'éducation et autres...

Les 400 logements construits dans le cadre du programme quinquennal et remis aux bénéficiaires de la commune demeure insuffisant pour satisfaire toutes les demandes frôlant les 2 500 dossiers.

A noter que la commune de Aïn-El-Melh a bénéficié de 80 logements sociaux locatifs dont les travaux connaissent un taux d'avancement estimé à 30%, outre les 320 logements qu'on vient d'attribuer et qui n'attendent que leur construction après avoir choisi l'assiette foncière et achever l'étude du projet.

A. Laïdi

Près de 500 morts en six mois dans des accidents en zone urbaine

462 décès dans des accidents de la route ont été enregistrés depuis le mois de juillet dans la seule zone urbaine, soit plus de 85 morts comparativement à la même période (2^e semestre) de l'année 2010.

Les services compétents de la police ont fait part de près de 11 000 blessés (10 575). Le facteur humain reste la principale cause des accidents, selon les explications données par les mêmes services qui relèvent que 8 500 accidents sont dus à la «négligence des usagers de la route».

Par ailleurs, le bilan de la sécurité routière établi par la DGSN fait état de 28 557 délits routiers et 7 808 infractions dites de coordination. Ainsi, les policiers de la voie publique ont procédé au retrait de 50 104 permis, à l'immobilisation de 28 065 véhicules et à la mise en fourrière de 7 450 autres et dressé 256 832 procès-verbaux pour amendes forfaitaires.

R. N.